APRÈS PLUS D'UN MOIS DE GRÈVE

Le Cnapeste seul contre tous

Après plus d'un mois de grève, le Cnapeste ne lâche toujours pas prise. En choisissant de faire cavalier seul, le syndicat autonome a engagé un bras de fer avec la tutelle. Il se retrouve aujourd'hui au cœur d'un mécontentement généralisé. Parents d'élèves et opinion publique opèrent de véritables tirs groupés sur le syndicat.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - En optant pour une grève ouverte, le Cnapeste aurait-il choisi une voie sans issue ? Il se met néanmoins dans une position inconfortable. Bénéficiant pourtant d'un capital sympathie important, le syndicat voit ce dernier diminuer à mesure que se durcit le mouvement. Aux attaques «légitimes» de la tutelle qui est dans son rôle, s'ajoutent celles des parents d'élèves mais également d'une opinion publique. Le Cnapeste avait choisi de ne pas s'associer aux autres syndicats de l'éducation qui s'étaient rassemblés au sein d'une coordination. Cette dernière était présentée comme un moyen de pression sur la tutelle. Pourtant, le syndicat a décliné l'offre de ses homologues préférant une démarche en solo qu'une grève en coordination avec les autres formations syndicales. Pourquoi ? La ministre de l'Education a son idée là-dessus. Elle affirmait récemment que le Cnapeste se considérait comme «le plus représentatif» des syndicats. Du côté du Cnapeste, on explique cette démarche par l'échec des expériences précédentes. Pourtant en restant seul sur le terrain de la contestation, il cristallise tout le mécontentement des élèves, de leurs parents et d'une partie de l'opinion publique. Le syndicat a en effet choisi une voie des plus risquées mais semble convaincu de la justesse de sa démarche. Ce n'est nullement le cas de la tutelle ni des parents d'élèves. Pas plus tard qu'hier, l'inspecteur général du ministère de l'Education ouvrait une fois de plus le feu sur le Cnapeste. Il estime que ce dernier avait quitté le terrain de l'action syndicale pour rejoindre celui du politique. Il l'accuse de faire du chantage et non pas de la négociation. Auparavant, Nouria Benghebrit avait conseillé aux syndicalistes d'aller se former en matière de techniques de négociation. Tutelle et association de parents d'élèves jouent sur la corde sensible, celle de l'intérêt des élèves. Une préoccupation que le syndicat dit prendre en considération puisque, dit-il, la grève sert à améliorer le quotidien de l'enseignant, ce qui se répercutera sur son rendement en classe. Des arguments qui laissent de marbre une opinion publique lassée par la récurrence des grèves. Un ras-le-bol qui peut également se justifier par l'offensive médiatique du ministère de l'Education. Plutôt que de faire le dos rond en attendant que passe la tempête, le département de Benghebrit a multiplié les sorties médiatiques. Cadres du ministère et ministre ont investi plateaux de télé et radios pour expliquer leur position et rappeler que la majorité des revendications des syndicats avaient été satisfaites.

Photo : NewPress

Le Cnapeste durcit le ton.

Une stratégie qui tranche avec celle des prédécesseurs de Benghebrit qui se contentaient de s'exprimer via des communiqués de presse souvent vides de toute information. C'est dans ce climat de tension que le Cnapeste tenait hier des rassemblements devant les Directions de l'éducation. Une réussite selon le porte-parole du Cnapeste qui y voit une réponse aux mesures prises par le ministère de l'Education, notamment la distribution de CD aux élèves de terminale.

N. I.

SELON L'INSPECTEUR GÉNÉRAL AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE :

«Ce syndicat fait dans la politique et non pas dans le syndicalisme»

«Ce syndicat n'est plus dans son rôle d'organisme socioprofessionnel. Il va au-delà de cette mission. Il fait beaucoup plus dans la politique». C'est ce qu'a affirmé l'inspecteur général au ministère de l'Education nationale à propos de Cnapeste (Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation), en grève depuis un mois.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Intervenant hier sur les ondes de la Radio Chaîne III, Mseguem Medjadi assure que le Cnapeste détourne l'école de sa mission républicaine à la même période depuis une dizaine d'années. «Ce même syndicat choisit toujours la période entre janvier et février pour recommencer le même scénario et perturber les élèves. Il prend ainsi en otage les élèves, particulièrement ceux des classes terminales», explique-t-il.

Pour lui, la grève du Cnapeste n'est qu'un «chantage déclaré». «Il n'y a aucun alibi ni aucun prétexte sérieux qui justifie cette action», dit-il. L'inspecteur général au ministère de l'Education nationale affirme que ce syndicat n'est plus dans son rôle d'organisme socioprofessionnel. «Il va au-delà de cette mission et fait beaucoup plus dans la politique».

Qualifiant les revendications du Cnapeste d'«actuellement impossibles à réaliser», il précise que les autres syndicats du secteur eux aussi avaient les mêmes revendications mais «ont fini par comprendre l'impossibilité de la concrétisation de ces revendications».

Selon Mseguem Medjadi, la promotion automatique des enseignants est une revendication qui n'existe nulle part dans le monde. «Le Cnapeste exige la promotion automatique, or les compétences professionnelles exigées d'un enseignant sont renouvelables sans cesse. L'enseignant ne peut passer d'un grade à un autre sans aucune formation ou sans aucun examen professionnel», précise-t-il.

Il rappelle que le Cnapeste qui campe sur sa position demande plus de 100 000 postes de promotion. «Dans la situation actuelle, cette revendication n'est pas de la logique du contexte», dit-il encore. Quant au départ en retraite après 25 ans de service, il affirme que cette revendication dépasse le ministère de l'Education. L'invité de l'émission assure par ailleurs que le retard engendré par la grève est «rattrapable». Un retard qui, selon lui, ne dépasse pas une dizaine de jours puisque «les autres jours de la grève ont coïncidé avec la période d'évaluation ; devoirs, compositions, corrections et conseil des classes».

Ry. N.

POUR RÉAFFIRMER LA JUSTESSE DE LEURS REVENDICATIONS

Près de 3 000 enseignants grévistes marchent à Béjaïa

Ils étaient près de 3 000 enseignants grévistes à prendre part à une marche à travers les principales artères de la ville suivie d'un rassemblement de protestation devant le siège de l'éducation à l'appel du Cnapest. A travers cette démonstration de force initiée à Béjaïa, les enseignants protestataires adhérants du Cnapest entendent réitérer «la justesse» de leurs revendications auprès des pouvoirs publics et de leur tutelle, a souligné Slimane Zenati, coordinateur de la wilaya de Béjaïa du Cnapest. «Notre action se veut une réponse pour les pouvoirs publics et la tutelle qui doivent répondre favorablement à nos légitimes revendications pour envisager ensuite la reprise des cours. S'agissant du retard, il incombe au ministère de tutelle qui aurait dû prendre en main nos revendications qu'il a qualifié lui-même de légitimes», a indiqué le coordinateur du Cnapest de Béjaïa.

De son côté, Touazi Djoudi, président de l'association des parents d'élèves de la wilaya de Béjaïa, a renvoyé «dos à dos le syndicat, les enseignants grévistes et le ministère de tutelle tout comme le Premier ministre qui aurait, selon lui, dû intervenir pour trancher ce conflit». «Le Premier ministre aurait dû intervenir à la première semaine de grève déjà pour dénouer la crise qui perdure maintenant depuis un mois et qui compromet sérieusement la scolarité de nos enfants à l'approche des examens», a regretté le président de l'APE de la wilaya de Béjaïa dans son intervention sur les ondes de la radio locale.

A. Kersani

ANNABA

L'initiative du ministère bien accueillie par les élèves et leurs parents

La Direction de l'éducation de la wilaya de Annaba a déroulé hier un autre plan d'action tendant à la reprise des cours pédagogiques au profit des élèves. Le mot d'ordre est clair : tout faire pour éviter l'année blanche.

C'est en tout cas l'interprétation que donnent de nombreux observateurs à la multiplication des rencontres entre la Direction locale de l'éducation, les chefs d'établissement scolaire particulièrement ceux du secondaire, les proviseurs et les représentants de l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (Onefd).

Ce plan d'action a été transmis aux directions des 48 wilayas par le ministère de l'Education nationale. On peut même dire qu'avec les CD à remettre à chaque élève en classe d'examen contenant des cours, applications, représentations fonctionnelles, questions interactives et des solutions multiples, le ministère de l'Education nationale lance sa contre-offensive. Il a sorti la grande artillerie. Aucune éventualité n'est écartée en ce qui concerne le devenir des enseignants grévistes. Au regard de la détermination clairement affichée par les responsables des établissements, l'on est arrivé au principe du «ça passe ou ça casse». Cela devrait beaucoup plus aller dans le positif pour la reprise graduelle des cours et ce même si le Cnapest, le meneur des mouvements de grève, joue au gros bras en ameutant ses ouailles. C'est que las de l'attitude des enseignants grévistes et surtout de leur revendication unique en son genre à travers le monde «promotion des enseignants sans concours ou toute autre opération de mise à niveau sur le seul critère de l'ancienneté», les parents d'élèves se sont exprimés. Ils l'ont fait par le biais de leur fédération pour appeler les enseignants à reprendre leur poste de travail. Les syndicalistes quant à eux ont décidé de jouer la carte du débrayage. Le mot d'ordre est clair : «Aller jusqu'au bout. Quelles qu'en soient les conséquences. Aucune éventualité n'est à écarter», ont-ils menacé. Après avoir déversé leur bile devant le siège de la Direction de l'éducation, les syndicalistes ont évalué, hier, leur plan d'action. Ils ont compté sans la réaction des parents d'élèves. Ces derniers ont totalement adhéré à la démarche préconisée par le ministère de l'Education nationale portant sur la mise en route d'un nouvel acte pédagogique. Les CD ont été distribués à tous les chefs d'établissement pour être remis gratuitement à tous les élèves. Ils portent également sur des séquences d'activités pédagogiques à visualiser à travers des séquences vidéo, des travaux de groupe en classe, la projection au moyen de Data show.

Dans le communiqué qu'il a émis à destination des animateurs du secteur, le directeur de l'éducation de la wilaya de Annaba, Mohamed Belmabrouk, a souligné la nécessité de tout un chacun d'accompagner les élèves et de veiller à leur avenir, d'assurer les cours de soutien et la résolution des applications, motiver les élèves aux travaux de groupe réduit, d'ouvrir les portes des établissements durant les vacances de printemps et en dehors des heures de travail pour permettre aux élèves, confrontés depuis plus de 4 semaines à une grève des enseignants, de rattraper le temps perdu.

A. Bouacha